



UNITED NATIONS CHILDREN'S FUND
JOB PROFILE (JP)

I. Informations sur le poste

Titre du Poste: **Social Policy Specialist
(Public Finance)**

Titre et Niveau du Superviseur: **Chef**

Politique Sociale, P4 #123364

Section: Politique Sociale

Lieu d'affectation: N'Djamena, Tchad

Niveau du Poste: **NOC)**

Numéro du Poste : 42006

Code CCOG: **1L06**

Code Fonctionnel : **SOC**

Niveau de classification du poste: Niveau **3**

II. Contexte organisationnel et objectif du poste

L'élimination de la pauvreté des enfants et l'accès à la protection sociale ont été reconnues comme des priorités essentielles de l'Agenda 2030. Une exigence explicite de mesurer et de surveiller la pauvreté multidimensionnelle des enfants est incluse dans l'ODD 1.1.2, et de même, la nécessité d'accélérer les progrès en matière de dépenses publiques pour la réduction de la pauvreté au titre des cibles ODD 1.a.2 et ODD 1.b.1 dont l'UNICEF est récemment devenu le gardien. L'intensification efficace de la protection sociale, avec une attention particulière pour les enfants, fait partie de la garantie de l'accès à la protection sociale, une cible principale de l'ODD 1 (élimination de la pauvreté) et de l'ODD 10 (réduction des inégalités). En outre, la protection sociale est également un accélérateur pour atteindre de multiples autres objectifs. S'attaquer aux privations multiples et aggravantes vécues par les enfants nécessite un engagement explicite à comprendre leurs causes et à étendre des stratégies globales pour y remédier. La pleine réalisation du droit des enfants à l'accès à la protection sociale et à un niveau de vie adéquat garantira non seulement que chaque enfant vivra à l'abri de la pauvreté, mais empêchera également ceux qui sont menacés ou vulnérables de tomber dans la pauvreté en raison de l'exclusion et de la discrimination, ou qui sont confrontés à des problèmes environnementaux et risques liés aux conflits, de tomber dans la pauvreté.

Il est essentiel de réduire la pauvreté des enfants, d'améliorer l'accès à une protection sociale inclusive et transformatrice en matière de genre, de promouvoir l'efficacité, la transparence et l'équité du financement, tout en renforçant les capacités au niveau infranational, y compris dans les contextes urbains. Il accélère les progrès vers la réalisation des droits humains de tous les enfants, qui constituent le mandat universel de l'UNICEF, tel que défini par la Convention relative aux droits de l'enfant, tout en soutenant également le développement équitable de chaque enfant.

L'UNICEF a articulé sa contribution à ce programme et sa valeur ajoutée à travers divers instruments, notamment le Cadre stratégique de protection sociale, l'Appel à l'action pour un relèvement inclusif et sa feuille de route, l'évaluation urbaine et la réponse de la gestion, les engagements de protection sociale envers les engagements fondamentaux en faveur des enfants (CCS), ainsi que - plus récemment - dans le nouveau domaine d'objectifs 5 du Plan stratégique de l'UNICEF 2022-2025, « Chaque enfant a accès à une protection sociale inclusive et vit sans pauvreté »..

Contexte organisationnel du poste:

Le gouvernement du Tchad et l'UNICEF ont élaboré un nouveau programme de pays pour la période 2024-2026. La composante politique sociale de ce programme de pays soutient les efforts du Gouvernement et de ses partenaires dans les domaines des finances publiques, de la protection sociale et de la gouvernance locale. Ainsi, au cours de la période 2024-2026, les interventions de la composante politique sociale viseront à accroître l'efficacité des systèmes de protection sociale pour les rendre inclusifs, équitables et réactifs aux chocs, et à renforcer le financement national des services sociaux de base qui profitent directement aux enfants.

La composante politique sociale est également alignée sur les priorités du Cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable (UNSDCF 2024-2026). Cette composante assurera notamment le renforcement des efforts du gouvernement pour atteindre les cibles des ODD 1, 10 et 17 et contribuera à la réalisation des cibles des ODD 2, 3, 4, 5, 6, 8, 11 et 16. Il convient également de noter que la composante politique sociale est alignée sur le Plan stratégique de l'UNICEF 2022-2025, en particulier son domaine d'objectifs 5 qui vise à permettre à chaque enfant, y compris chaque adolescent, d'accéder à une protection sociale inclusive et de vivre sans pauvreté.

Objectif du poste:

Sous la supervision générale et les conseils du Chef Politique Sociale, le Spécialiste Politique Sociale (finances publiques) fournit des conseils et une assistance technique pour aider le bureau pays de l'UNICEF au Tchad à continuer de travailler en faveur de la réalisation des droits de l'enfant. Plus précisément, le Spécialiste Politique Sociale (finances publiques) contribuera à l'élargissement du financement et à l'amélioration de la transparence des interventions sociales sensibles aux enfants au Tchad en effectuant une analyse et un suivi des finances publiques, et en les exploitant pour le plaidoyer politique et la programmation.

III. Fonctions clés, responsabilités et fonctions/tâches connexes

Le spécialiste politique sociale est responsable des fonctions suivantes ::

1. Réformes des finances publiques
2. Analyse des finances publiques
3. Planification, budgétisation et suivi des finances publiques
4. Domaines transversaux de la politique sociale

Plus précisément, le spécialiste politique sociale (finances publiques) :

Reforme sur les finances publiques

- Analyse le contexte macroéconomique et son impact sur les enfants et apporte un soutien aux réformes sur la transparence budgétaire.
- Participe à la révision des comptes nationaux, à la mise à jour/à l'expansion des systèmes d'information de gestion financière, au soutien à la budgétisation basée sur les programmes, à la révision des formules de transfert budgétaire intergouvernemental, à l'élaboration de cadres de dépenses à moyen terme.
- Collabore avec les décideurs, leur fournit un soutien pratique et renforce leur capacité à améliorer les politiques, la planification, la budgétisation et les processus de redevabilité.
- Participe à des groupes de travail thématiques et apporte activement des contributions techniques à la recherche collaborative.

Analyse des finances publiques

- Collecte, analyse et présente des données et des informations financières pour

influencer les réformes de gestion des finances publiques et comme contribution au programme de pays plus large, via la préparation de notes budgétaires, d'analyses thématiques des dépenses, d'examens des dépenses publiques, d'analyses de l'optimisation des ressources, d'analyses d'incidence des avantages et des dépenses, exercices d'établissement des coûts, analyses de l'espace budgétaire, études de financement, dossiers d'investissement et autres.

- Engage et établit un dialogue et des partenariats constructifs avec les agences internationales et les organismes nationaux pour garantir que le programme national de finances publiques reste sensible aux enfants et axé sur l'équité.

Planification, budgétisation et suivi des finances publiques

- Renforce les capacités des partenaires pour améliorer les processus de financement, de budgétisation et de contrôle du secteur social aux niveaux national et infranational, notamment via la révision des circulaires budgétaires, le développement d'outils/modèles de suivi et de contrôle des dépenses et la fourniture de formations qui soutiennent l'intégration des questions de financement du secteur social dans les plans et les budgets.
- Soutient l'identification d'options politiques pour un financement accru et une transparence améliorée des interventions sociales sensibles aux enfants, qui incluent, le cas échéant, la mobilisation des ressources nationales et des options de financement innovantes.

Domaines transversaux de la politique sociale

- Établit des partenariats efficaces avec le gouvernement, les donateurs bilatéraux et multilatéraux, la société civile et les dirigeants locaux, le secteur privé et d'autres agences des Nations Unies pour soutenir un engagement soutenu et proactif en faveur de la Convention relative aux droits de l'enfant, réaliser les programmes mondiaux des Nations Unies tels que le Objectifs de développement durable et renforcer la position de leader de l'UNICEF pour leur mise en œuvre en ce qui concerne la politique sociale.
- Analyse le contexte national, y compris les principales tendances socio-économiques, et leur impact sur le développement social, les problèmes et préoccupations émergents. Utilise des preuves et des données pour aider le bureau de pays à prévoir, à se préparer et à atténuer les risques et à ajuster le cours de la programmation.
- Soutient l'utilisation correcte et convaincante des données et des preuves, notamment sur la situation des enfants, ainsi que sur la couverture et l'impact des services axés sur les enfants, à l'appui du programme de politique sociale et du programme de pays dans son ensemble.
- Évalue comment les vulnérabilités spécifiques sont liées aux aspects multiformes de la pauvreté et la contribution de la protection sociale à la réduction de l'exclusion, pour intégrer l'inclusion, en particulier en ce qui concerne le genre, le handicap et la migration. Travaille à la mise en place de systèmes transformateurs, sensibles au genre, inclusifs pour les personnes handicapées et les migrants en intégrant la perspective d'inclusion dans les réformes, politiques et programmes des finances publiques.
- Développe des approches pour identifier les besoins de changement social et comportemental et entreprend des interventions pour une responsabilisation significative envers les populations affectées et un engagement communautaire.
- Surveille les tendances technologiques actuelles, les nouvelles modalités de travail applicables à la politique sociale et aux finances publiques par rapport aux besoins actuels et émergents pour évaluer leur rôle et faire correspondre leur applicabilité potentielle à la politique sociale pour de meilleurs résultats pour les enfants.

IV. Résultats attendus

L'orientation efficace et l'assistance technique dans le domaine de l'élargissement du financement et de l'amélioration de la transparence des interventions sociales adaptées aux enfants constituent un élément clé du programme du bureau de pays et une contribution aux résultats du domaine d'objectif 5 du plan stratégique de l'UNICEF et contribuent également aux résultats dans d'autres domaines (santé, éducation, eau et assainissement, nutrition). Un plaidoyer efficace en faveur d'une augmentation des dépenses du secteur social augmentera la crédibilité des programmes et des partenariats du bureau de pays de l'UNICEF en faveur des droits de l'enfant à tous les niveaux, y compris sous-national.

V. Compétences et niveau de compétence requis (veuillez vous baser sur les profils de compétences de l'UNICEF)

Valeurs fondamentales: Bienveillance, respect, intégrité, confiance et responsabilité

Domaines de compétences

- Établir et entretenir des partenariats (1);
- Cultiver la conscience de soi et démontrer un sens de l'éthique (1);
- S'atteler à obtenir des résultats tangibles (1);
- Innover et épouser le changement (1);
- Gérer l'ambiguïté et la complexité (1);
- Penser et agir de manière stratégique (1);
- Travailler de façon collaborative (1);

Compétences Fonctionnelles

- Analyser (2)
- Persuader et influencer (2)
- Planifier et organiser (2)

VI. Qualifications requises pour le recrutement

Education:	Un diplôme universitaire supérieur dans l'un des domaines suivants est requis : finances publiques, économie, politiques publiques, sciences sociales, relations internationales, sciences politiques ou tout autre domaine pertinent.
Expérience:	<p>Un minimum de cinq années d'expérience professionnelle dans le domaine des réformes des finances publiques, des analyses des finances publiques et des politiques sociales et/ou des processus de dépenses sociales est requis.</p> <p>Une expérience dans la conception et la gestion de programmes et dans le plaidoyer politique est requise.</p> <p>Une expérience de travail dans des pays/contextes en développement est considérée comme un atout majeur.</p> <p>Une expérience et/ou une connaissance des situations d'urgence et des contextes humanitaires est considérée comme un atout majeur.</p>
Langues:	La maîtrise du Français et une connaissance pratique de l'Anglais sont requises. La connaissance d'une autre langue officielle de l'ONU ou d'une langue locale est considérée comme un atout.